

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
19 janvier 1977

No 608

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Conférence de presse de Giscard LES INQUIETUDES DE LA BOURGEOISIE



Giscard cherchant la voie qui lui permettra de sortir l'économie bourgeoise de la crise.

Conférence de presse « la plus importante du septennat », « l'heure de la clarification », les formules publicitaires ne manquaient pas pour retenir l'attention des masses populaires avant la Conférence de presse de Giscard lundi après-midi.

Sur près de deux heures d'antenne, de nombreuses minutes furent consacrées aux habituels tours de passe-

passé et procédés oratoires qui donnent à ce genre de discours une allure d'exercice que le langage populaire qualifie de « parler pour ne rien dire ».

Cependant, quelques remarques et affirmations n'auront pas manqué de retenir l'attention au passage.

Et certainement la subtile distinction établie par Giscard entre chômeurs et demandeurs d'emploi sera

au premier rang de celles-là.

Incapable de masquer désormais l'ampleur de la crise qui frappe le système capitaliste mondial, et son aggravation continue, le chef de file de la bourgeoisie française réenfourche le mensonge des « chômeurs professionnels » en cette période d'augmentation accélérée des prix de première nécessité.

Se voulant rassurant pour l'ensemble de la classe dont il défend les intérêts il a soigneusement évité de se prononcer sur les profondes contradictions politiques qui la divisent actuellement. Se plaçant « au-dessus » des querelles des partis, il s'est contenté de rappeler les divisions essentielles de l'Union de la gauche, en vantant au passage la politique du parti révisionniste italien.

Il a aussi réaffirmé qu'il avait l'intention de tenir jusqu'au bout du septennat, ce qui ne manque pas d'intérêt pour le cas où l'Union de la gauche l'emporterait aux élections législatives, car les contradictions au sein de la bourgeoisie s'en trouve-

raient accentuées d'autant.

Toujours dans la même optique, Giscard est resté discret sur l'affaire De Broglie, et s'il a tenu des propos fermes sur sa volonté d'indépendance face aux pressions étrangères à propos de l'arrestation d'Abou Daoud, il n'a rien éclairci sur les raisons de cette arrestation scandaleuse.

En somme, il a marché sur des œufs pour préserver la cohésion de sa clique mais n'a pas manqué pour terminer son intervention d'attaquer et de menacer les travailleurs qui ne se contentent pas de promesses démagogiques sur les lendemains qui chantent, qu'elles soient de Giscard ou de l'Union de la gauche.

N'en doutons pas les manifestations de rue se poursuivront et les masses mettront en échec les menaces agitées par Giscard.

Foyers Sonacotra de Sainte-Geneviève des Bois

Interview de délégués du comité de résidents

Pouvez-vous expliquer, camarades, l'historique de la lutte ?

La lutte a démarré il y a environ 2 ans par la grève des loyers des résidents dans 2 puis 3 foyers de Saint-Denis. Elle s'est étendue surtout à partir de septembre 75 par la mise en grève de 27 foyers.

En 1976, au total, 50 foyers Sonacotra étaient en grève. Le 21 février 76, le Comité de coordination organise un meeting à la Mutualité qui fut un très grand succès.

Contre cette juste lutte des travailleurs immigrés pour satisfaire leurs revendications, la Sonacotra et le pouvoir choisissent la répression : les 7 et 16 avril 76, la police, avec l'accord de la Sonacotra, envahit 8 foyers, et expulse le jour même dans leurs pays d'origine 18 de nos camarades et ce, de la façon la plus illégale.

Des menaces constantes ont pesé sur les résidents, par voie de justice, par des interventions policières, par des provocations des gérants racistes.

Aussitôt la riposte contre les expulsions s'est organisée : le 24 avril 76, le Comité de coordination des foyers Sonacotra organise une manifestation de Barbès à Ménilmontant qui rassemble 15 000 travailleurs français et immigrés.

A cette époque d'expulsions, le PCF et l'Amicale des Algériens poussent les résidents à négocier foyer par foyer en disant : « si vous ne payez pas votre loyer, vous serez expulsés comme à Corbeil-Essonnes, Dammarie-Lys, Bagnolet, etc ! ».

Cette trahison fait que de 50 le nombre des foyers en grève descend à 12.

Grâce à la mobilisation des résidents de ces foyers et de leur Comité de coordination, de nombreux autres foyers se mettent en grève contre l'exploitation de la Sonacotra, contre les loyers trop chers, les libertés élémentaires et pour le retour immédiat de nos camarades délégués expulsés.

(suite p.4)

Face à la montée des luttes populaires

LE SOCIAL-IMPERIALISME ACCENTUE LA REPRESSION

La répression politique contre les luttes populaires et contre tous ceux qui osent s'élever contre le régime social-fasciste que les nouveaux tsars du Kremlin font régner tant en URSS que dans les pays qu'ils dominent subit ces derniers temps une accentuation qui la mène à des records rarement atteints en dehors des périodes de crises ouvertes,

En Pologne d'abord où, justement à la suite de ces grandes révoltes du prolétariat polonais et des sanglantes répressions qui s'en sont suivies, se sont constituées des organisations du type du « comité de défense des ouvriers victimes de la répression », organisation anti-fasciste.

De très nombreux ouvriers qui avaient participé

aux événements de Radom et d'Ursus ont été par la suite chassés de leur emploi et réduits au chômage.

Maintenant c'est à ceux qui les soutiennent que les nouveaux tsars et leurs partins Gierek et consort s'en prennent. Plusieurs membres du Comité doivent en effet comparaître la semaine prochaine devant une parodie de « tribunal populaire ».

(suite p.2)

Faculté de Jussieu (Paris)

SUCCES DU RASSEMBLEMENT CULTUREL EN HOMMAGE A MAHMOUD SALEH

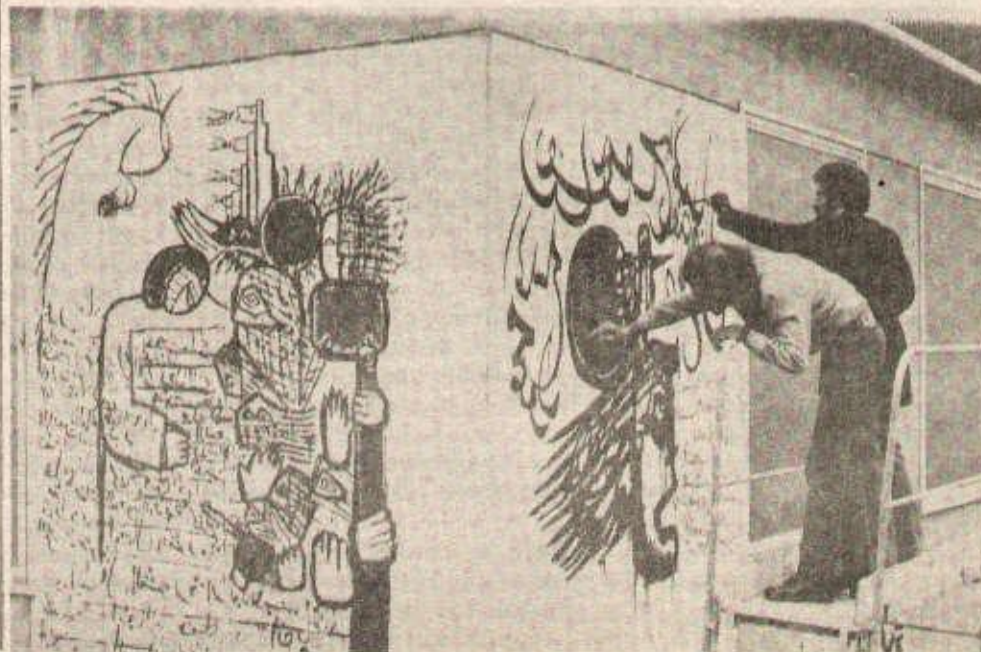
Lundi dernier à 14 h devant la faculté de Jussieu s'est tenu un rassemblement culturel auquel appelaient diverses associations artistiques progressistes ou révolutionnaires dont :

Collectif des peintres des pays arabes, Front des artistes palestiniens (FAP), ARICODA (Italie), groupe 18 mars,

groupe foudre d'intervention culturelle.

Initialement prévu devant la « Librairie arabe », en hommage à Mahmoud Saleh qui en était le responsable avant de succomber sous les balles d'un commando sioniste, le rassemblement eut lieu à Jussieu par cause d'une interdiction du préfet de police.

(Suite p.3)



En raison de la grève du Livre de 24 h qui aura lieu le 19 janvier pour protester contre la condamnation de 12 ouvriers du Livre, nous ne publierons pas d'édition datée du 20 janvier par solidarité.

IMPORTANT ARTICLE DANS NOTRE EDITION DU 21

Nous publierons dans notre prochaine édition un important article de notre directeur politique Jacques Jurquet au sujet de l'analyse de la situation internationale :

« La thèse de Trois Mondes, analyse léniniste de la situation internationale ».

Face à la montée des luttes populaires

LE SOCIAL-IMPERIALISME ACCENTUE LA REPRESSION

(suite de la p. une)

Il leur est reproché d'avoir organisé une «collecte illégale». Ils avaient en effet, organisé, au profit des familles des ouvriers licenciés, une collecte qui avait permis de redistribuer 1,5 million de zlotys (35 millions d'anciens francs).

C'est assez dire la solidarité du peuple polonais envers les victimes de la répression.

Depuis, la clique Gierek a donné des ordres à l'administration des PTT pour que toute somme expédiée à l'adresse du Comité soit purement et simplement versée à l'État. La rapacité de ces nouveaux tsars n'a d'égal que leur cynisme.

En outre, à l'usine «Radokor» de Radom (usine qui avait pris une part très active aux luttes du 23 juin dernier) la direction et les cellules du parti social-fasciste font pression sur les ouvriers pour leur faire signer une pétition demandant l'expulsion de ceux de leurs camarades qui sont membres du Comité.

La même chose se produit dans une entreprise métallurgique à Zielona-Gora. Les ouvriers ont massive-

ment refusé ce torchon que, seules, 160 personnes sur 5 000 que comptent ces deux usines ont accepté de signer.

En Tchécoslovaquie, c'est contre les signataires du «Manifeste 77», manifeste qui demande l'application en Tchécoslovaquie du traité d'Helsinki, que le gouvernement de Husak en a particulièrement en ce moment.

Brejnev et ses valets se servent abondamment de cet accord pour masquer leurs préparatifs de guerre, mais lorsqu'il s'agit d'en appliquer une clause qui les gêne dans l'oppression du peuple, là, ils ne veulent plus en entendre parler.

Les signataires, pour la plupart des intellectuels, ont été licenciés de leur emploi et nombre d'entre eux ont été arrêtés et sont actuellement «interrogés» à la prison de Ruzyne. De plus tous les moyens d'information sont actuellement exploités par la bourgeoisie au pouvoir pour tenter de les discréditer.

Ainsi n'osant pas les attaquer de front, on les attaque sur leur vie privée ou on fait comme à l'usine

Skoda de Pilsen où, selon un communiqué officiel «300 délégués (on imagine très bien le genre de délégués) représentant les 45 000 ouvriers» condamne les signataires.

Cette grotesque comédie ne fera pas oublier au peuple tchécoslovaque que la bande qui le gouverne est une bande de révisionnistes

des personnes dont on savait qu'elles n'étaient pour rien dans l'histoire mais dont on savait également qu'elles s'opposaient à la dictature social-fasciste.

D'autre part, cette semaine s'ouvre à nouveau le procès de 7 Géorgiens accusés d'avoir mis le feu à l'Opéra de Tbilissi.



Le peuple Tchécoslovaque contre les tanks russes en 1968.

Namibie

La SWAPO réclame des élections

Le mouvement nationaliste namibien, la SWAPO, a réaffirmé vendredi son exigence de la tenue d'élections sous supervision internationale en Namibie (Sud-Ouest africain).

Dans un communiqué publié à Windhoek, la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) rejette comme de la propagande les récentes affirmations des autorités sud-africaines, selon lesquelles le mouvement nationaliste aurait renoncé à demander des élections dans l'immédiat.

«Nous continuerons à demander aux Nations-Unies et à tous les gouvernements et forces progressistes dans le monde de soutenir le peuple namibien pour forcer l'Afrique du Sud à accepter des élections contrôlées et supervisées internationalement en Namibie», déclare le communiqué de la SWAPO.

D'autre part, l'Organisation des étudiants noirs de Namibie (NABSO), a annoncé qu'elle appelait au boy-

cottage la semaine prochaine de toutes les écoles de Namibie tombant sous le contrôle du département sud-africain de l'éducation bantoue jusqu'à l'abolition de ce système mis en place par les racistes.

à la solde de leurs maîtres, les sociaux-impérialistes russes qui les ont installés au pouvoir à la suite d'une agression militaire.

En URSS même, on peut noter que la fameuse explosion dans la métro de Moscou est tellement bien tombée pour le KGB que l'on peut se demander s'il n'est pour rien lui-même dans cette affaire.

Cela lui a en effet donné une occasion de faire des perquisitions en masse chez

Ce procès avait été remis, il y a un mois, après qu'un des accusés ait exhibé son torse couvert d'ecchymoses devant le tribunal, prouvant ainsi que ses aveux avaient été extorqués par la torture, comme aux plus beaux jours du 3e Reich.

Mais que Brejnev prenne garde, comme Hitler, son aîné et son modèle, il aura un jour son Dimitrov et il aura également son Stalingrad.

Poursuite du dialogue euro-arabe

Après une période incertaine, il semble que le dialogue euro-arabe pourra reprendre dans trois semaines, à Tunis, où doit se réunir la commission générale groupant les experts des deux parties.

Les ministres arabes des Affaires étrangères, réunis au Caire en session extraordinaire ces jours-ci ont examiné les problèmes qui menacent le dialogue avec les pays européens, du fait des attermoissements de ces derniers. Ils ont décidé l'assouplissement de certaines de leurs revendications à condition d'obtenir une attitude réciproque de la part des pays d'Europe occidentale.

Les principaux problèmes qui se trouvent au cœur de ces négociations portent sur :

— le nécessaire transfert de technologie des pays de la CEE en direction des pays arabes en voie de développement. Ce transfert sera désormais étudié au fur et à

mesure que se concrétisent les projets industriels proposés

— le même principe d'examen cas par cas a été adopté pour la participation financière de la CEE aux projets industriels et d'infrastructure dans les pays arabes.

Toutefois les ministres arabes ont clairement réaffirmé leur intention d'exiger, de la part de leurs partenaires européens, un engagement politique plus clair en faveur de la cause arabe et une meilleure compréhension du problème palestinien dans les instances internationales. Ils souhaitent notamment que les «neuf» adoptent une position commune sur la question du Proche-Orient, au lieu de se présenter en ordre dispersé.

Ceux qui misaient sur l'affaire Abou Daoud pour interrompre le dialogue amorcé entre pays arabes et européens en seront donc pour leurs frais si les pays européens acceptent ces légitimes exigences.

Procès de Casablanca

Des juges débordés

Le procès des marxistes-léninistes marocains se poursuit, plongeant les autorités marocaines dans l'inquiétude et la confusion et contribuant à répandre dans le pays la juste cause révolutionnaire des inculpés.

Ceux-ci ont cessé la grève de la faim qu'ils avaient décidé pour 48 heures afin de dénoncer leurs conditions de détention et de jugement. De multiples incidents continuent d'émailler ce procès, dûs à la ferme attitude des inculpés qui affirment leur fidélité à l'idéal marxiste-léniniste face à leurs juges. C'est ainsi que l'une des trois femmes inculpées a été brutalement expulsée du tribunal en pleine séance sur décision du juge qui n'avait plus que ce moyen pour la faire taire, tandis que des pressions accrues s'exercent sur le principal support de la défense, Me Abder Haim Berrada, doublement menacé par la police et les organisations fascistes des frères musulmans.

Prochaine réunion du Conseil national palestinien

Dans une interview qu'il vient de rendre publique, le président du Conseil national palestinien, Khaled Al Fahoum, a annoncé que le nombre des membres du Parlement palestinien passera prochainement de 178 à 300 ou 350, sans compter un nombre indéterminé de sièges qui seront réservés aux représentants du peuple palestinien dans les territoires occupés.

La nouvelle assemblée comprendra un plus grand nombre de représentants des Palestiniens en Jordanie et des communautés palestiniennes à l'étranger, ainsi que des diverses unions populaires palestiniennes. Ces différentes organisations palestiniennes seront toujours représentées dans la nouvelle assemblée dont la charte, a rappelé Khaled Al Fahoum, «définit deux principes pour la libération de la Palestine : la lutte armée et l'action politique».

Le Conseil national palestinien se réunira dans la deuxième quinzaine de février et ses travaux dureront une dizaine de jours au moins.

D'ici là une délégation de l'OLP va se rendre en Arabie saoudite pour une «visite de travail», dirigée par Abou Ayad. L'objet de ces entretiens, qui commencent ce lundi, est de «mettre au point la meilleure politique commune pour protéger la Révolution palestinienne et renforcer l'OLP sur le plan arabe et international».

Cette visite qui se déroule avant celle que Giscard d'Estaing doit faire prochainement à Ryad revêt une grande importance dans la situation actuelle. Elle est un désaveu des forces pro-soviétiques qui prônent l'alignement inconditionnel de la Résistance palestinienne sur les thèses de l'URSS et de tous ceux qui s'efforcent de travailler à la division des forces arabes. Face à toutes ces manœuvres, l'OLP est vigilante et le président du Conseil national a rappelé que les véritables contradictions existantes dans la région n'opposent pas les Arabes entre eux mais «n'opposent que notre peuple arabe d'une part où qu'ils soient, au sionisme et à l'expansionnisme israélien d'autre part».

ABONNEZ VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION :

1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F

LA CHINE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

LITTÉRATURE CHINOISE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

ENVOYER VOS ABONNEMENTS

REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

nouvelles intérieures

A propos de «l'indépendance de la justice»

Les machinations de la Cour de sûreté de l'Etat

On parle beaucoup ces temps-ci de la prétendue indépendance de la justice : l'affaire de Broglie en est la dernière illustration.

Voici maintenant une nouvelle affaire fort instructive à ce sujet. Il y a quelques temps, on apprenait la démission du procureur général près de la cour de sûreté de l'Etat, Jonquères. Ce monsieur qui, jusque là s'était comporté en zélé défenseur de la justice bourgeoise et continue de l'être, indiquait dans une lettre publiée par «Le monde» : «Mes conceptions ne correspondaient nullement à ce que l'on attendait de moi».

Or, voici que dans son édition de lundi, «Libération» publie la lettre de démission de Jonquères adressée au garde des sceaux. Et voici ce qu'il apprend :

1) Dans les affaires de jugement de Corses devant la cour de sûreté de l'Etat, le gouvernement voulait dissocier le procès de Siméoni de celui de Cacciari. Dans sa lettre, Jonquères indique à propos de Siméoni : «Ce dernier qui représentait un potentiel de forces inconnues sur le plan politique bénéficiait d'une clémence refusée au premier qui ne représentait rien et qui remplissait toutes les conditions voulues pour être un bouc émissaire». Alors que le ministère estimait qu'un jugement trop lourd contre Siméoni risquait de créer des réactions, il voulait faire un exemple avec Cacciari. Jonquères refusa de requérir la peine que lui demandait le gouvernement et qu'il estimait trop forte. Dès lors qu'il n'appliquait plus au doigt et à l'œil les volontés du gouvernement, celui-ci demanda sa démission, après l'avoir mis en quarantaine.

2) Cette lettre confirme que les dossiers des soldats et syndicalistes emprisonnés étaient vides. Dans sa lettre, Jonquères déclare à ce sujet, s'adressant au ministre : «Je vous avais adressé un rapport très complet sur les problèmes de démoralisation de l'armée qui ne peuvent rester dans le statu quo qui aggrave, au fil du temps, la situation d'inculpés qui auraient dû bénéficier d'ordonnances de non-lieu».

3) Cette lettre montre encore l'inquiétude du gouvernement et ses préparatifs de répression contre les peuples des prétendus DOM-TOM. Jonquères fait état de son étonnement d'avoir été

convoqué à une réunion concernant la situation dans ces pays, où théoriquement la cour de sûreté de l'Etat n'a pas à intervenir.

4) La lettre de Jonquères fait état de la volonté du gouvernement d'obtenir prochainement des condamnations lourdes contre des Bretons.

5) Elle confirme le fait déjà connu de l'incompatibilité entre la Convention européenne des droits de l'homme à laquelle la France a souscrit et l'existence de la cour de sûreté de l'Etat.

Tout ceci ne fait que confirmer ce que l'on savait déjà sur le rôle de la cour de sûreté de l'Etat et sa dépendance complète à l'égard du gouvernement.

Comme on peut le constater, il n'est pas fait men-

tion dans cette lettre de l'emprisonnement durant cinq mois de notre camarade Romain Le Gal, sans que le moindre procès ait eu lieu. Sans doute, M. Jonquères n'y a pas trouvé à redire. L'«indépendance» a des limites.

Dernièrement, on a eu l'occasion d'entendre parler des sections spéciales de Vichy. On voit que la cour de sûreté de l'Etat n'en diffère pas. Si demain cela était conforme aux intérêts de la bourgeoisie, pourquoi ne prononcerait-elle pas des peines de mort pour «l'exemple» ?

Cette affaire montre une fois de plus la volonté du gouvernement d'avoir des magistrats obéissants au doigt et à l'œil, sans broncher.

SUCCEs DU RASSEMBLEMENT CULTUREL EN HOMMAGE A MAHMOUD SALEH

(Suite de la p. 1)

Alors que les assassins du dirigeant palestinien courent toujours, alors qu'aucune indication n'est même donnée sur d'éventuelles recherches, la police interdit tout rassemblement devant la «Librairie arabe», au lieu mé-

rites des déclarations d'amitié avec les pays arabes ou d'indépendance à l'égard des pressions israéliennes, faites lundi soir encore par Giscard d'Estaing.

A 14 h c'est à peu près une centaine de personnes qui se regroupaient, parmi

passants, les étudiants et même les automobilistes qui s'arrêtaient pour suivre le déroulement du rassemblement. En effet, celui-ci devait se tenir pendant tout l'après-midi. D'abord des échafaudages furent montés et installés afin de permettre aux peintres de réaliser deux gigantesques fresques de chaque côté d'une encogiture de bâtiment.

Sur des murs préalablement enduits de blanc, à l'aide de pochoirs préparés à l'avance on vit progressivement apparaître d'un côté des fédératifs les fusils à la main, avec les couleurs du drapeau palestinien, des mots d'ordre calligraphiés en arabe et le portrait de Mahmoud Saleh; de l'autre côté des textes en arabe et les portraits des autres militants de la cause palestinienne assassinés lâchement par les terroristes israéliens.

Ces fresques resteront le témoignage de l'admiration et l'estime que portent à la résistance palestinienne diverses fractions de l'opinion publique en France. Pendant que quelques uns exécutaient les peintures, d'autres militants tiraient des affiches sérigraphiées dans un atelier improvisé sur place; d'autres encore collaient aux alentours ces affiches ou distribuaient des tracts au nom de l'union culturelle anti-impérialiste, l'autre au nom du collectif

Boycottons les films sur Entebbé

La presse et la radio bourgeoise continuent de faire un certain bruit autour des films sur Entebbé, cherchant par là dissimuler les faiblesses politiques et militaires du régime fasciste et colonialiste d'Israël, impuissant à endiguer l'essor de la lutte armée de libération nationale du peuple palestinien ainsi que le soutien international qu'elle recueille.

Ces films et cette propagande attaquent également l'ensemble des pays africains, qui luttent pour recouvrer ou consolider leur indépendance politique, militaire et économique, en ridiculisant l'Ouganda, son gouvernement, et son peuple présentés comme des imbeciles incapables même de se défendre.

Cette apologie du terrorisme de type nazi, derrière le masque d'un «film d'aventure», pour racoler des spectateurs est dénoncée et combattue par nombre d'anti-impérialistes et progressistes. A la porte de différents cinémas projetant

ces films, des distributions de tracts accompagnées de discussions ont été effectuées pour dissuader, par la persuasion, des spectateurs d'y entrer. De même dans des quartiers populaires de Paris, ou de la banlieue.

Après l'interruption d'une projection dans un cinéma «Paramount» à Montparnasse, par un groupe d'anti-impérialistes d'autre anti-impérialistes s'en sont pris au cinéma «Carrefour» à Pantin qui projette «Raid sur Entebbé».

Selon une dépêche de l'AFP de lundi, un pain de plastique a explosé lundi à 4 h du matin devant le cinéma provoquant des dégâts «limités».

L'intolérable ne doit pas être toléré, la propagande sioniste, est une insulte à la résistance palestinienne et une incitation au crime. C'est elle qui a assassiné Mahmoud Saleh.

Il faut poursuivre l'action pour le boycott et l'interdiction des films sur Entebbé, pour interdire la propagande sioniste.

COMMUNIQUE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la brochure que nous avons éditée dans les numéros 602 et 603 de notre quotidien : «A propos des manœuvres de division dans la CFDT».

C'est en effet ce titre qui figure sur la couverture de la brochure telle qu'elle se présente et non la série un peu rébarbative de mots d'ordre qui figuraient sur la première version.

De plus à la demande de plusieurs lecteurs, nous avons apporté quelques corrections et rectificatifs :

— en page 4 (bas de la colonne de gauche) il fallait lire en 1947 et non en 1974 comme une inversion de chiffre le mentionnait, pour la modification des statuts.

— en page 8 (bas de la colonne gauche) à propos de la lutte des cheminots en mars 76, une phrase laissait entendre que la CFDT et la CGT avaient été signataires de l'accord avec la direction SNCF ce qui n'est pas le cas.

— en page 11 (milieu de la colonne de gauche) nous avons corrigé quelques formulations inexactes à propos du Congrès du SGEN cité, à propos des attaques dans diverses UL bretonnes où nos camarades ne furent pas toujours nommément visés.

D'autres corrections, orthographiques aussi, ont été faites :

— page 14, à propos de Trentin, c'est un membre du Comité central du faux parti communiste italien.

— page 14, c'est 10 % des congressistes et non 6 % qui appartenaient au PS en 1973.

Le prix de la brochure est de 2 F l'unité. Envoyez vos commandes à l'administration dès maintenant.



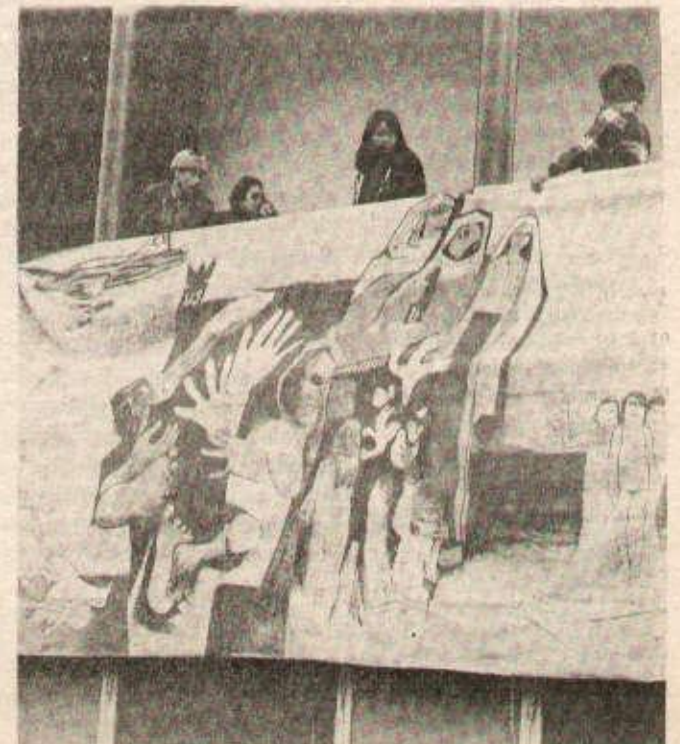
me de l'attentat.

Mieux, les sbires du pouvoir menacent et simplement de fermer cette librairie au cas où l'interdiction ne serait pas respectée.

Ceci montre bien les li-

elles on reconnaissait un certain nombre d'artistes bien sûr mais aussi des avocats, des écrivains, des médecins, tous amis de la résistance palestinienne.

L'endroit très dégagé favorisait le contact avec les





Foyers Sonacotra de St-Geneviève-des-Bois

INTERVIEW DE DELEGUES DU COMITE DE RESIDENTS

(suite de la page une)

Depuis l'été dernier, donc en quelques mois, les résidents des autres foyers prennent de plus en plus conscience de la lutte et le nombre des foyers passe de 12 à 40 en France.

Le 23 octobre, un nouveau meeting était organisé par le Comité de coordination. Tout cela prouve que, malgré la répression, malgré toutes les tentatives de division, l'unité et la détermination des travailleurs immigrés n'ont fait que se renforcer et continueront à se développer.

Pouvez-vous expliquer aux travailleurs, ce que sont le Comité de coordination et les Comités de résidents ?

Le Comité de résidents est composé de délégués élus démocratiquement en assemblée générale par les résidents. Ce Comité défend les résidents jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Les délégués de chaque foyer refusent la négociation foyer par foyer ; une seule négociation avec le Comité de coordination de tous les foyers Sonacotra.

Le Comité de coordination, formé par les Comités de résidents, est élu démocratiquement et prend des décisions communes sur chaque point.

Il est le seul représentant légitime des résidents.

Le Comité de coordination est indépendant de tout parti politique et de toute organisation syndicale.

Quelle est la situation actuelle et quelles sont les perspectives ?

La Sonacotra refuse de négocier avec le Comité de coordination et elle a fait appel à la justice pour pratiquer les saisies-arrêts sur salaire. C'est un nouveau moyen qu'elle a choisie pour obtenir le paiement des loyers au prix qu'elle a fixé.

Tous les résidents reçoivent les convocations devant les tribunaux d'instance pour saisie-arrêt.

A Sannois, pour les foyers d'Argenteuil, Sannois et Cormeilles en Paris, le juge a été contraint de surseoir à la décision des saisies-arrêts sur salaires, en la reportant de 3 mois, jusqu'au résultat du jugement de la plainte déposée par les résidents contre la Sonacotra pour prix illicites.

Cela constitue une victoire due à la mobilisation des résidents et au soutien des travailleurs français.

Pour consolider cette victoire, le Comité de coordination appelle tous les travailleurs français et

immigrés à se mobiliser pour venir manifester leur soutien aux résidents de Montreuil le 27 janvier, au tribunal d'instance de Montreuil à 14 h ; le 11 février pour les foyers de Pierrefitte et Saint-Denis au tribunal d'instance de Saint-Denis.

A Sainte-Geneviève des Bois ?

Ici, les résidents se sont mis en grève au mois d'octobre 1975. Ils ont participé au Comité de coordination.

Au mois de février 76, avant les expulsions, la grève a été cassée par la Sonacotra et le PCF qui ont fait négocier le Comité de résidents sur un protocole d'accord où la Sonacotra acceptait la plate-forme revendicative sauf la baisse de 100 F des loyers. A la place : une diminution de 20 centimes du prix de la journée de loyer !

Les résidents ont attendu 7 mois pour avoir satisfaction des revendications selon le protocole signé par la Sonacotra.

Le 12 septembre, une assemblée générale des résidents élit un nouveau comité de résidents pour défendre leurs revendications et qui refuse de négocier foyer par foyer.

Comment et pourquoi les travailleurs immigrés des foyers SONACOTRA ont été amenés à dénoncer nationalement le PCF ?

Le PCF a voulu dès le début négocier à la place des comités de Résidents et du comité de coordination foyer par foyer.

Il a attaqué et calomnié le Comité de Coordination en prétendant que ce n'est pas l'organisation élue démocratiquement par les résidents des foyers et donc seul représentant légitime de ces derniers, mais une « organisation manipulée par des groupes gauchistes ».

Il a refusé, au moment des expulsions en avril 76, de soutenir tous les délégués expulsés sauf Moussa Konaté. C'était donc une manoeuvre de division des travailleurs immigrés.

A Bagnolet par exemple, le maire PCF, a acheté un délégué du CR pour qu'il casse la lutte, en lui donnant sa fille en mariage, un pavillon, et un emploi à la mairie.

A Nanterre, les responsables locaux du PCF ont diffusé 100 000 tracts appelant les travailleurs immigrés à adhérer au PCF,

Ce dimanche, au cours d'une intervention sans le comité de soutien, contrôlé par le PCF, des militants du PCF ont provoqué les camarades qui dénonçaient aux yeux des travailleurs français et immigrés de la ville, les méthodes fascistes employées à Nanterre par le PCF. Mais cela s'est retourné contre eux car beaucoup de travailleurs étaient là pour entendre la vérité.

Un de ces militants du PCF a dit à un membre du comité de soutien : « moi je suis chez moi ! » Alors nous les immigrés nous ne sommes chez nous ici ! A vous de juger, camarades travailleurs français, la nature réelle du « soutien de PCF ».



alors que juste avant ils ont agressé physiquement des membres du comité de soutien qui avaient protesté contre le fait que ces mêmes responsables avaient arraché les affiches du comité de Coordination : « Halte aux saisies-arrêts sur salaire ! ».

Voilà comment le PCF « soutient » la lutte des résidents !

Au foyer de Dammarie les Lys, la SONACOTRA pour récupérer les résidents, a organisé un méchoui où elle a invité spécialement le maire PCF, ainsi que les représentants des Amicales de nos pays d'origine.

Localement à Ste Geneviève des Bois.

Le PCF recouvre les affiches du Comité de Coordination avec des affiches où figure une dame qui souhaite la bonne année !! En fait le PCF souhaite une bonne année aux résidents pour les saisies-arrêts sur salaire !

Lundi dernier le PCF a osé venir diffuser son journal local « La voix des Foyers » où il tente de faire négocier les résidents pour

des « loyers ne dépassant pas 10 F par jour » c'est-à-dire

300 F par mois, alors qu'actuellement, nous les résidents, nous réclamons 100 F de baisse du prix actuel (238 F pour 7 m²). Nous voulons payer 138 F. C'est donc plus du double que veut nous faire payer le PCF !

Le comité de Résidents demande à tous les travailleurs français et immigrés de rejoindre le CS de Ste Geneviève des Bois.

Rejoignez massivement les Comités de Soutien de tous les foyers en grève !

Pour soutenir réellement notre juste lutte, nous demandons à tous d'accepter le contrôle du CR et du comité de coordination sur la plate-forme revendicative et la plate-forme de soutien définie par nous !

Le comité de résidents interviendra au meeting de Corbeil-Essonnes, vendredi 21 janvier à 21 h.

Planchers Bourge (Essonne)

LES OUVRIERS EN LUTTE CONTRE LE LOCK-OUT

L'usine des planchers Bourge, isolée dans la campagne, à Angervilliers, près de Limours dans l'Essonne, fabrique des coffrages métalliques pour le bâtiment et les travaux publics. Elle emploie 60 ouvriers, presque tous immigrés. L'exploitation des ouvriers est féroce : pas de chauffage dans les ateliers, pas de sécurité, non reconnaissance des accidents du travail, un salaire de 1 400 F par mois pour 44 heures par semaine. Le patron est propriétaire des logements des ouvriers, petites maisons sans confort pour les familles (pas même le strict minimum) ou foyer.

Une section CGT est créée depuis peu de temps. Le 21 décembre, les ouvriers font grève de 10 heures à midi pour réclamer une augmentation de salaire, et des améliorations des conditions de travail. L'après-midi, les ouvriers trouvent les portes de l'usine fermées, ainsi que les jours suivants. Le patron, Bourge, demande à chaque ouvrier, comme condition pour reprendre le travail, de

signer une lettre reconnaissant qu'il a commis une « faute grave » ; de plus, il refuse de réembaucher une dizaine d'entre eux. Les ouvriers refusent collectivement.

Depuis cette date, 80 % des ouvriers sont présents tous les jours à la porte de l'usine. Ils exigent la réouverture de l'usine sans condition.

Le patron Bourge, conseiller général de Forges (Essonne), dans le foyer appartenant à l'usine, fait couper le chauffage et l'électricité. Il refuse de payer les 3 premières semaines de décembre travaillées. Il menace de fermer définitivement l'usine.

Le 10 janvier, alors que 3 femmes allaient réclamer la paie de leur mari, le patron fait venir 2 cars et 2 voitures de flics !

Les ouvriers déclarent : *Nous rentrerons tous ensemble, ou pas un seul !*

Popularisons et soutenons leur juste lutte !
Correspondant HR.

Derrière le visage idyllique des sports d'hiver

Conflit dans les remontées mécaniques des 7 Laux

Décidément chaque jour apporte en nouvel élément qui démystifie la grande opération démagogique entreprise autour du plan d'aménagement des 7 Laux. Celui-ci devait en effet apporter à la région « des emplois permettant de freiner l'exode rural », « des crédits pour l'équipement des communes de montagne », « des possibilités de ski variées aux portes de Grenoble, ... toutes belles paroles prononcées de concert par les élus des diverses formations bourgeoises en particulier par Paquet, le médiateur (RI), et Vaussenat (PS) qui sont à l'origine du projet.

Mais toute autre est la réalité : pour les promoteurs la montagne est une gigantesque mine d'or qu'il faut s'empresser d'exploiter au plus vite et au moindre coût.

La 1^{ère} tranche des travaux s'est traduite par des défigurations graves du site : pistes tracées à coups de bulldozers entraînant au printemps des coulées de boue, immeubles luxueux construits n'importe où etc. quant aux bénéficiaires, inutile de chercher bien loin pour savoir qu'ils sont passés dans les poches pleines des promoteurs. Mais le groupe immobilier ne s'est pas contenté de cela, et aujourd'hui certains n'hésitent pas à parler purement et simplement de scandale, certaines subventions ayant mystérieusement disparues, le planning de construction n'étant pas respecté, certaines parties du projet étant abandonnées, etc.

Cette affaire provoque de forts remous

parce que s'y trouvent étroitement mêlées des personnalités de la « majorité » avec au tout premier chef le « vertueux » médiateur : Paquet, ancien président du groupe parlementaire RI. Cette formation est d'ailleurs mêlée à l'opération d'une façon étrangement compromettante puisque nous retrouvons également un de ses membres influents, Gastaldo, dans le rang des entrepreneurs-escrocs.

La machine à fabriquer les millions menaçant de tomber en panne, la relance de l'opération a été confiée au ponton local du PS, Nevache, qui va remettre de l'ordre dans tout ça. C'est-à-dire, ne nous trompons pas, permettre à l'aide de quelques crédits et interventions la reprise de la construction de la station au plus grand profit des promoteurs, même si pour cela il faut exproprier les paysans, sur exploiter les « perch-man » (perchistes) etc. Car les fabuleuses possibilités d'emploi promises à cor et à cri se révèlent elles aussi bien particulières comme le prouve le mouvement du personnel des remontées mécaniques qui exige la satisfaction des revendications aussi élémentaires que : augmentation des salaires de 6 % pour l'année respect des avantages, mensualisation sur la base de 45 h par semaine, paiement à 100 % des heures effectuées le dimanche.

Non, décidément, derrière le visage des sports d'hiver se cache bien le vrai visage du capitalisme fait de profit et d'exploitation.

Correspondant HR.



A Decazeville (Aveyron)

TOUTE UNE POPULATION LUTTE POUR «VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS»

Le 11 janvier, c'était la grève générale de 4 heures dans tout le bassin industriel de Decazeville et la population était appelée à se rassembler, place Decazes, à 15 heures.

La grève était suivie à 100 %, les rues désertes, magasins, écoles, lycées fermés, et c'est plus de 10 000 personnes qui se pressaient à 15 heures, place Decazes malgré le mauvais temps. De nombreuses délégations de travailleurs du département beaucoup en tenue de travail, étaient présentes. Les paysans avec leurs tracteurs participaient, ainsi que les lycéens. C'est toute une population qui répondait présent à l'appel de solidarité et de lutte !

L'émotion gagnait les tripes de nombreux ouvriers, qui avaient les larmes aux yeux. Un drapeau rouge flottait au sommet d'une cheminée (70 m) des AUMD (trust Creusot-Loire). Des barrages, aux entrées de Decazeville, avaient été dressés et les manifestants qui ralliaient le lieu du rassemblement, étaient salués par L'Internationale et les poings levés.

Divers orateurs syndicaux prenaient la parole (ainsi que le maire...) et dressaient un sombre tableau de la situation économique et sociale du bassin industriel de Decazeville et désignaient les responsables (patron et gouvernement).

Ensuite, les manifestants défilaient dans les rues de la ville, en scandant des mots d'ordre déterminés, tels que «Creusot-Loire, fossoyeurs», «Non aux licenciements», «AUMD, solidarité»...

L'Internationale était reprise par des milliers de poitrines. Pour de nombreux manifestants, c'était leur première manif d'une pareille ampleur et d'une telle détermination, et cela les renforçait dans leur volonté de lutter.

L'émotion gagnait aussi de vieux travailleurs qui, 15 ans plus tôt, avaient mené la grande lutte des mineurs de Decazeville. Ils disaient «Ça repart comme en 62». Mais à la différence que la prise de conscience des travailleurs a grandi. Les mineurs étaient restés au fond des puits (grève sur les tas) et leur grève avait été «pacifique». Le positif de leur lutte avait été la grande

solidarité de tout le bassin de la région, et dans toute la France. D'autre part, par la négative, les travailleurs ont compris ce que cela veut dire «reconversion».

Aujourd'hui les travailleurs ont séquestré le directeur à Ratier-Forest, et

la lutte des classes, et celle du défaitisme et de la collaboration. Pour le moment, c'est le courant de la lutte de classe qui domine. Un tract du PCMLF a été distribué dans la manif, qui appelait à renforcer ce courant de lutte.

La journée du 11 janvier

a été une grande journée pour la classe ouvrière du bassin, qui ne sera pas sans lendemain. Les travailleurs sont repartis, «gonflés à bloc», et déterminés à lutter jusqu'au bout pour «vivre et travailler au pays».

Correspondant HR
Decazeville.



Manifestation de travailleurs à Decazeville.

même le PDG des AUMD. Ce type d'action, il y a deux ou trois ans, n'aurait pas été possible, alors qu'aujourd'hui, ce sont les travailleurs qui demandent de telles actions. Ils disent : «Les grèves pépères, même illimitées, ne mènent à rien». Seules des actions dures, déterminées, de masse feront reculer le patronat. C'est une sacrée avancée, quant à la prise de conscience, des travailleurs de la région !

Bien sûr, il y a des aspects négatifs dans la lutte actuelle. Le rôle des politiciens de tout poil qui essaient d'utiliser la lutte des travailleurs à leurs fins électorales. Les «élus», Fabre en tête, avec écharpes tricolores, marchaient en tête de la manif. Ce sont eux qui demandent et obtiennent des entrevues avec Barre, et tentent de se présenter comme des «sauveurs». C'est le maire qui dit qu'il faut s'unir sans distinction de classe... Bien des illusions subsistent parmi les travailleurs, par rapport au rôle de tous ces politiciens. Le PCF, lui, est pris dans diverses contradictions, et afin de ne pas se couper des travailleurs, il est obligé d'avoir un langage dur, et sur le terrain, nombre de ses militants suivent les travailleurs les plus déterminés. Aux AUMD, existe la lutte entre deux lignes, celle de

Marseille

ACCIDENT A PROCIDA

Les patrons sont responsables

Judi dernier, vers 16 heures, une explosion s'est produite dans l'atelier Wheeler 92 de micronisation du soufre (pour le diffuser en petite particule).

Le soufre s'enflamme ou explose selon le mélange qu'il forme avec l'air. Il y a eu une explosion de soufre qui a été si forte que le toit a été soufflé avec tout le matériel de l'atelier. A ce moment-là, il n'y a pas eu de blessé, mais le feu a pris après l'explosion. Les agents de sécurité avec les ouvriers présents sont alors allés éteindre le feu. C'est à ce moment que l'ouvrier Roger Ponçon a été brûlé sérieusement — visage, œil et main.

Par suite d'une inflammation soudaine, un certain affolement a gagné le personnel non spécialisé dans la lutte contre les incendies. Une personne a voulu sortir par l'issue de secours, mais celle-ci était obstruée par un gros tuyau placé en travers.

Affolée par cela, celle-ci se jette en courant dans les escaliers. Au même moment, un agent de sécurité, ainsi qu'un ouvrier de l'usine se blessent gravement. Ces trois personnes sont hospitalisées au Centre hospitalier universitaire de Latimone.

Un autre ouvrier de l'usine, M. Gouyache, blessé lui aussi, devait être hospitalisé à l'hôpital Salvator, atteint au pŕimon. Il résulte de ces faits :

1) insuffisance de personnel de sécurité : ils étaient trois plus un chef au moment de l'accident. D'ailleurs, il est même arrivé qu'une seule personne soit chargée de la sécurité pour toute l'usine.

2) Le fait que la porte de sécurité soit fermée. C'est inqualifiable. Le patron pour faire une économie sur un bout de tuyau le laisse dans un atelier sur une porte de secours.

3) A Procida, tous les produits manipulés sont dangereux, soit au niveau des labos, soit au niveau des ateliers. L'usine fabrique des herbicides et des insecticides en poudre. Les travailleurs manipulent en permanence des produits très toxiques (les organo-phosphores) qui agissent au contact avec la peau au niveau du système nerveux central, pouvant occasionner la mort ; il y a également les produits organo-mercuriels qui entraînent des troubles caractéristiques des intoxications au mercure également mortelles ; d'autres produits sont manipulés dans les labos portant un numéro, dont personne ne connaît les effets, mais qui sont considérés comme dangereux. Toutes ces manipulations se font dans des conditions de sécurité dérisoires.

Cette affaire montre une fois de plus le mépris du patronat pour la sécurité des travailleurs. La sécurité n'est pas source de profits, il est vrai !

Correspondant Marseille.

la France des luttes

Chez Deffrenne (Roubaix)

ON REFUSE TOUT LICENCIEMENT

La réunion de jeudi dernier du comité d'entreprises présidée par Laurent de la COGEFI n'a eu qu'un seul point à l'ordre du jour : les licenciements !

Dans l'usine qui compte 308 salariés (il y en avait 323 en octobre, mais il y a eu des «départs volontaires») la COGEFI veut jeter sur le pavé 35 salariés (dont 4 cadres et 8 employés techniciens et agents de maîtrise). Parmi les 23 ouvriers, 6 licenciements sont camouflés en départ en pré-retraite.

Laurent tape sur la table : «Pour sauver la boîte, il faut restructurer». Sans honte, il dit que les salaires sont trop élevés. Ce qu'il veut, c'est réduire les salaires en augmentant les charges de travail.

La COGEFI, c'est le plan Barre à l'œuvre, c'est le masque des gros du textile qui veulent restructurer le secteur textile «en douceur». Le plus répugnant dans l'affaire, c'est que la COGEFI profite du chômage pour se remplir les poches : l'AGS (sorte d'ASSEDIC) était prête à débloquer un crédit de 1 500 000 000 d'anciens francs pour couvrir les salaires et les indemnités. La COGEFI aurait géré le magot pour le compte des travailleurs. En fait, elle en

aurait profité pour placer cet argent et réaliser des profits.

A L'OFFENSIVE

Il nous faut dire : non à tout licenciement ! Si la COGEFI arrive à licencier les 35, le mois suivant, il y aura une deuxième fournée de 70 licenciements.

Les travailleurs ont décidé en assemblée générale la grève à partir de lundi. C'est le seul moyen d'empêcher la division. D'autant plus que les travailleurs seront prévenus par lettre de leur licenciement et convoqués un à un au bureau, dans le but de les désespérer.

Même chose pour ceux qui «gagnent trop» : ou tu acceptes la réduction ou tu prends ton compte !

ATTENTION AUX REQUINS !

La lutte contre la COGEFI est bien partie, toutes les décisions sont prises en AG, piquet de grève, refus de tout licenciement, des contacts sont déjà pris avec d'autres usines. En agissant ainsi, les travailleurs pourront établir un rapport de forces favorable.

Mais pour gagner, nous devons aussi avoir l'œil sur les requins électoraux qui vont se précipiter sur notre lutte pour l'utiliser.

— Le PS avec Provo, le maire de Roubaix qui, dans une lettre, conseille aux ouvriers de demander à «l'Etat d'intervenir» (comme si l'Etat n'était pas l'instrument de la bourgeoisie !).

— Le PCF avec Gustave Ansart (membre du Bureau politique) qui propose comme seul «soutien», l'envoi d'une délégation des zélus.

Le PCF ne voit qu'une chose : profiter de nos problèmes pour faire de la propagande électorale et se faire prendre en photo.

Refusons de laisser contrôler notre lutte par ces gens-là, ce serait la défaite sûre et certaine !

*Pas un seul licenciement !
Non à la réduction des salaires !*

*Classe contre classe !
Correspondant HR et un ouvrier de Deffrenne.*



Municipales

LA FAUSSE SOLLICITUDE DES PARTIS BOURGEOIS

La campagne électorale pour les élections municipales bat son plein.

Chaque parti bourgeois de droite comme de «gauche» essaie de grignoter de nouvelles voix, d'en chiper à son adversaire. Et chacun de se creuser la tête. Du côté des immigrés ? Ils n'ont pas le droit de vote. Les femmes ? Ah, mais oui ! Cela peut être intéressant. Voyons un peu.

52 % du corps électoral

Les femmes représentent 52 % du corps électoral. Comme c'est intéressant. Et puis si l'on en croit un sondage SOFRES analysant les résultats des élections présidentielles de 1974, 46 % des femmes ont voté pour Mitterrand contre 53 % des électeurs ; et 54 % des électrices contre 47 % des électeurs ont voté pour Giscard d'Estaing. Résultats qui inquiètent les uns et encouragent les autres. En effet, pour l'élection présidentielle de 1965, De Gaulle obtient 38 % des voix masculines mais 62 % des voix féminines. Un certain nombre de femmes qui avaient voté pour De Gaulle ont préféré voter pour la «gauche» en 74.

L'«électorat» féminin est donc encore un terrain de chasse privilégié pour les différents clans de la bourgeoisie (60 % des non inscrits sont des femmes, 2/3 des abstentionnistes sont des femmes) : pour la majorité qui veut garder le pouvoir et pour la «gauche» qui voudrait bien le reconquérir.

Et puis les femmes commencent à faire entendre leur voix. Pas avec un bulletin de vote, mais dans la rue avec les grandes manifestations sur l'avortement libre et gratuit ; dans les grèves avec occupation contre les licenciements, les bas salaires, alors il faut tout faire pour les amener dans une voie moins dangereuse pour la bourgeoisie : la voie de l'électoratisme.

A droite comme à «gauche» c'est le branle-bas de combat. Essayons de faire croire que «nous» nous intéressons à leurs difficultés ; que «nous» les connaissons et que «nous» nous attachons à les résoudre.

A droite

Lors des élections pré-

sidentielles on avait, pour se rallier l'électorat féminin, lancé l'idée d'un «grand ministère de la femme».

Avec Giscard, il y eut la création d'un secrétariat à la condition féminine qui a disparu quelque temps plus

la libération de la femme», et lance périodiquement de grandes campagnes pour que les femmes adhèrent en masse au parti (actuellement 30 % des effectifs) mais surtout ils veulent se servir des femmes comme un des moyens pour accéder au



tard pour devenir une déléguée à la condition féminine.

Celle-ci vient d'ailleurs d'envoyer une lettre à tous les partis politiques dans laquelle elle dit : «Les femmes représentent 52 % du corps électoral. Mais elles ne détiennent que 4 % des mandats municipaux et 2 % seulement des mandats législatifs.

Cette situation est inacceptable et, en tant que femmes vous ne pouvez manquer comme moi, d'y être sensible».

Je fais parvenir au Secrétaire national de votre parti une lettre l'invitant à s'engager publiquement, au nom de sa formation politique, à présenter aux élections municipales et législatives, un nombre plus significatif de candidates...

Voilà une initiative qui va bouleverser notre vie, tout comme l'«action» de Françoise Giroud lors qu'elle était au secrétariat à la condition féminine ; tout comme l'année internationale de la femme...

Mais il faut bien justifier de sa mission de déléguée à la condition féminine en brassant de temps en temps du vent. Et surtout faire que les femmes participent aux élections d'une manière encore plus massive. C'est d'ailleurs l'objectif avoué que s'est fixé l'UFCS (Union féminine civique et sociale) proche de la majorité, dont l'action auprès des femmes se limite à les inciter à voter, et dont le slogan est : «Voter à droite ou à gauche, mais voter».

Comme à gauche

L'union de la gauche n'est pas en reste. Le PCF se définit comme le «parti de

la gauche a besoin des femmes pour prendre le pouvoir» (Louïsette Blanquet dans son livre «Femmes : l'âge politique»).

On ne saurait être plus clair. Ils veulent faire croire

aux femmes que leur exploitation, en tant que femmes, n'est pas liée à l'existence du capitalisme mais que celle-ci pourrait disparaître avec l'accession de l'Union de la gauche au pouvoir.

Madeleine Vincent a affirmé que ce changement «dégagerait les moyens économiques, politiques, culturels nécessaires pour régler les questions de la promotion de la femme», (Humanité du 18/11/76).

A droite, on fait semblant d'agir, à «gauche» on promet monts et merveilles pour quand on sera au pouvoir, et à droite comme à «gauche» on veut tout faire pour que les femmes se laissent prendre au piège de l'électoratisme.

«Notre» déléguée à la condition féminine souhaiterait un plus grand nombre de femmes sur les listes électorales, le PCF surenchérit !

«Pour leur permettre d'accéder encore mieux aux responsabilités, le PCF a décidé de proposer que 30 %

des candidats présentés aux élections municipales soient des femmes... nous poursuivrons notre effort pour les élections législatives... quant au vote des femmes, quel que soit leur milieu, j'ai rencontré une profonde volonté de voir d'autres femmes les représenter dans la vie sociale et politique» (Humanité du 18/11/76).

Ainsi pensent-ils, présenter plus de femmes pourrait être rentable ! Ce n'est pas à négliger, la bataille sera serrée ! Et puis notre propagande passera peut-être mieux dans l'électorat féminin si c'est une femme qui la fait passer ?

Que l'on nous comprenne bien. Il est certain que le fait que les femmes n'aient que 2 % des mandats législatifs alors qu'elles représentent 52 % du corps électoral est une manifestation de la discrimination qu'elles subissent.

Mais être élues plus nombreuses pour appliquer une politique qui sert les intérêts

de la bourgeoisie, cela ne nous intéresse pas.

Nous ne nous battons pas pour cela.

Notre but est que les femmes participent de plus en plus nombreuses au combat de classe, qu'elles jouent leur rôle de «moitié du ciel» dans la lutte contre le capitalisme, pour la victoire du socialisme et de la dictature du prolétariat.

Alors, à ce moment là, comme cela se passe en République populaire de Chine, nous nous battons pour que les femmes partagent le pouvoir politique avec leurs camarades hommes.

La bourgeoisie tend un piège aux femmes : elle voudrait se servir de leur révolte pour se maintenir au pouvoir.

Mais de nombreuses femmes ont déjà compris qu'elles ne devaient pas sacrifier leurs luttes à des objectifs électoraux.

Les nombreuses luttes qui se déroulent à l'heure actuelle le prouvent.

Thomson Sescosem (St-Egrève, banlieue de Grenoble)

ILS NOUS VEULENT AU GARDE-A-VOUS !

A la Thomson Sescosem de Grenoble, nous sommes plus de 2 000 personnes à travailler dont 80 % de femmes ; nous fabriquons des circuits imprimés, des diodes et des transistors.

On travaille à la journée mais aussi en équipe (5 h-13 h 15, 13 h 15-21 h 30) avec tous les inconvénients que cela entraîne :

— repas ultra-rapide en 40 minutes, une semaine à 10 h, l'autre à 18 h, ce qui entraîne des troubles gastriques, pas de vie familiale ni sociale, énervements et crises de nerfs.

Nos conditions de travail sont minables

Bruit, chaleur, travail sur des binoculaires et des microscopes ce qui occasionne des troubles de la vue, travail avec des acides, rendements beaucoup trop élevés, travail dans des salles blanches (salles dépoussiérées) où les ouvrières sont obligées de porter des combinaisons synthétiques, des bonnets et des bottes spéciales.

Aussi il n'y a aucun souci de la part de la direction de protéger notre sécurité dans le travail, ex : dans l'espace de 6 mois il y a eu un doigt écrasé (donc amputation) et un doigt coincé sous des presses et tout ça à cause d'une défaillance du système de sécurité (les machines ne sont jamais entretenues ni surveillées) en plus il faut compter les accidents des bâtiments où l'on travaille avec les acides.

Et puis, bien sûr, il y a la répression

Les chefs sont toujours derrière nous en train de nous harceler. Dans certains bâtiments on contrôle le temps que les filles restent aux toilettes ; il y a même un atelier où la direction a installé un fenêtrou dans la porte des toilettes pour, soi-disant, surveiller dans le cas où les filles tomberaient dans les pommes !...

D'un autre côté on constate des attitudes fascistes de la part de certains chefs envers les ouvrières, ex : dernièrement un chef, pour «calmer» une fille qu'il estimait trop «énervée» l'a obligée à rester seule dans son bureau pendant 1 h 45.

Encore dans le même bâtiment, on oblige les filles à rester jusqu'à la dernière minute à leur poste même si elles ont fini leur rendement. Les femmes enceintes sont obligées de rester sur des postes très pénibles et si elles refusent parce qu'elles sont malades on leur dit : «Ici on n'est pas à l'hôpital» !

Un autre chef s'est permis de dire à une ouvrière de plus de 40 ans après l'avoir engueulée que si elle n'était pas contente elle n'avait qu'à faire le trottoir !... le même chef à une autre ouvrière : «Quand j'écrase une fille elle ne se relève plus !»...

Comme on peut voir, non seulement nous sommes exploitées en tant qu'ouvrières, mais aussi en tant que femmes car ces attitudes humiliantes

et méprisantes sont propres au rapport chef-femmes et non pas au rapport chefs-hommes dans l'usine.

Nous sommes prêtes à la lutte pour défendre notre emploi

Maintenant, on nous promet une restructuration ce qui en réalité veut dire compression du personnel donc licenciements.

Par ailleurs étant donné que la Thomson a monté une usine au Maroc et que tout le montage va partir là-bas, ils ont embauché plus de 200 personnes sous contrat et en intérim pour finir les dernières commandes ; ces personnes seront licenciées quand les machines partiront pour le Maroc ; les anciennes, celles qui faisaient le montage avant, la direction a déclaré ne pas savoir quoi faire d'elles.

C'est pour cela que nous devons être vigilants lorsque la direction voudra supprimer ces emplois et être prêts à nous battre, travailleurs fixes et travailleurs sous contrat et intérimaires ensemble pour défendre notre emploi.

Cette discipline militaire qu'on veut nous imposer ces mauvaises conditions de travail, ces humiliations, cette insécurité d'emploi sont dues au système capitaliste qui dirige la France, mais un jour arrivera où nous balayerons cette pourriture de bourgeoisie qui gouverne et nous instaurerons le pouvoir des travailleurs !

Article rédigé par des ouvrières de la Sescosem.



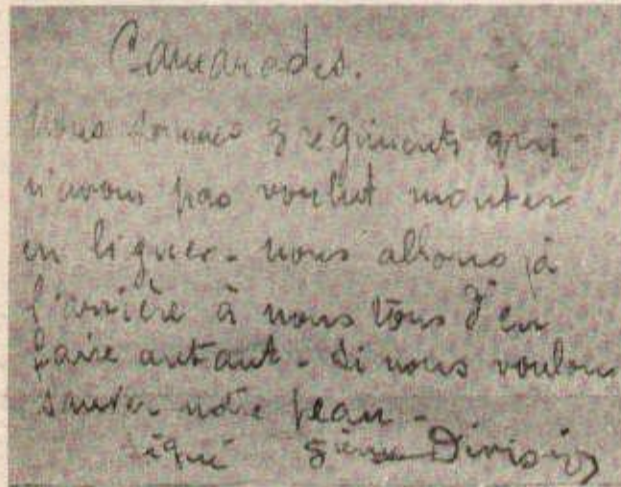
culturel

Un point d'histoire

La juste révolte des soldats en 1917

Mardi à 20 h 30 sur Antenne 2 « Aux dossiers de l'écran » : « Les mutineries de 1917 » avec le film « Pour l'exemple » de Joseph Losey.

Les « mutineries de 1917 » c'est-à-dire la révolte des soldats sur le front contre la guerre impérialiste, subissent le même sort que la Commune dans les manuels scolaires et dans les films,



émissions de TV, etc. : la bourgeoisie n'en parle pas ou, quand elle en parle, c'est toujours avec la terreur dans la voix, qu'elle s'évertue à transformer la classe ouvrière en bandits en ivrés, le couteau entre les dents.

La situation en 1917

Et comme on comprend leur terreur ! En 1917, les impérialistes français, anglais, allemands et russes voient leur domination de classe menacée par la victoire de la révolution de février en Russie où des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans russes abandonnent le front pour aller prendre le pouvoir dans les villes. La guerre est interminable, et aucun des impérialistes ne semble, en 1917, devoir imposer son hégémonie, malgré les millions de morts, l'extension de la guerre au monde entier, la militarisation totale de l'économie et la misère et le rationnement pour les masses populaires.

Les femmes remplacent les hommes dans les usines, et 3 000 d'entre elles défilent sur les Champs-Élysées, le 2 juin, avec un drapeau rouge, pendant ce temps des centaines d'autres sont mitraillées par les troupes coloniales à St-Ouen. Les hommes, eux, crévent comme des rats dans les tranchées

où l'État-major leur octroie plus facilement un tonneau de rhum, avant l'assaut, que du pain.

En avril 1917, le général Nivelle lance une offensive suicide : 217 000 morts pour gagner quelques mètres carrés. A Bourges, Paris, 13 grandes grèves ont lieu dans la production d'armement et les mots d'ordre lancés par Lénine à la conférence de Zimmerwald sont repris par la classe ouvrière : « En

touchèrent de 40 000 à 100 000 soldats (chiffre imprécis du fait de la censure imposée par l'armée pendant longtemps sur ces faits) : soit 121 régiments (en majorité d'infanterie) touchés autour de Soissons, secteur du massacre de Nivelle.

Ses formes :

- manifestations dans les gares pour les permissions (jusqu'à Paris) : pillage de wagons, bris, etc
- défilés à Soissons et autres villages proches du front pour appeler la population à la solidarité avec drapeau rouge et au chant de L'Internationale
- abandon des armes et du bardas
- refus de saluer et d'obéir aux officiers
- refus de monter à l'assaut.

Du 28 mai au 5 juin, des tracts manuscrits circulent de main en main ainsi que des consignes de grève et des propositions de marche sur Paris. Dans certains régiments, les soldats constituent des « comités de soldats » à la manière des soviets de soldats russes et à la 5e DI, 250 à 300 soldats manifestent en parlant du congrès de la paix de Stockholm.

C'est la classe ouvrière et la paysannerie qui ont été le fer de lance des mutineries où, aux cris de « A bas la guerre, vive la révolution, vive la Russie », elles ont montré leur désir d'en finir avec la guerre impérialiste par la révolution prolétarienne.

La répression

Nivelle est remplacé par Pétain qui applique avec fermeté les consignes de « décimation » (fusiller un sur 10). La thèse élaborée par l'État-major du « complot allemand » fait long feu et c'est bien la classe ouvrière qui est réprimée : 400 à 600 condamnations à mort. Mais Pétain ne les a pas toutes fait exécuter de peur de la réaction de la classe ouvrière : la solidarité de classe joue à plein et les généraux se sont aperçus du risque

d'une répression trop énergique qui pouvait accélérer la prise de conscience des soldats et de l'« arrière ». Par contre, 2 873 condamnations sont prononcées devant les cours martiales dont 1 881 peines de prison supérieures à 5 ans (Tillon dans son livre « La révolte vient de loin » raconte dans quels bagnes horribles ils furent mis).

L'État-major « reprend en main » les autres en supprimant les abus trop criants : « augmentation de solde, permissions plus nombreuses, popote meilleure », « dispersion des régiments mutins en les fondant dans les régiments sûrs », création du « service d'information aux armées » service de censure qui complète la censure du courrier en ne diffusant que de « bonnes » informations, lutte contre les pacifistes avec la reprise en main du pouvoir par Clémenceau bien connu pour sa fermeté à réprimer les grèves.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que mardi soir, on nous présentera « les poilus » comme des « patriotes démoralisés » par l'incapacité de l'État-major qui ne sait pas gagner la guerre et « écœurés par ceux qui s'empiffrent à l'arrière ». On ne nous parlera certainement pas du caractère injuste de cette guerre de gangsters pour le repartage du monde, ni du mot d'ordre des bolchéviques « transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire » et de l'impact qu'il eut dans les masses populaires en Europe.

Quant à nous, la classe ouvrière ne peut oublier les 55 frères fusillés en 1917 pour avoir osé tourner ses fusils contre ses propres généraux :

« S'ils s'obstinent ces
cannibales
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que
nos balles
Sont pour nos propres
généraux »
(5e couplet de L'Internationale).

Gloire aux martyrs des mutineries de 1917 !

Bibliographie : dans « Le peuple français » :
« Les mutineries de 1917 » No 10
« La mutinerie du contingent russe en France » 1917 No 17
et puis pour celles de 1918-1919 :
« La révolte de la mer Noire » d'André Marty
« La révolte vient de loin » de Charles Tillon.
Films : à part celui de Losey, il y a un film italien : « Les hommes contre » qui raconte celles sur le front italien.

L'histoire de l'Internationale c'est l'histoire du mouvement ouvrier (2)

Nouvel essor de l'Internationale

18 ans plus tard, l'hymne prolétarien prend un nouvel essor.

Le 20 juillet 1896, s'ouvre à Lille — dont l'hôtel de Ville a été depuis le mois de Mai conquis pas les leaders socialistes — le 14^e Congrès national du Parti Ouvrier français. Ce Congrès est l'un des plus importants qu'ait tenu le Parti Ouvrier au cours de son histoire. Environ 200 délégués y prennent part. Il y avait Jules Guesdes, Paul Lafargue, Delory, Dormoy, etc.

En outre de l'étranger sont venus : Wilhelm Liebknecht, Fischer et Singer de la social-démocratie allemande; Victor Adler, représentant de la social-démocratie autrichienne; Pablo Iglesias, Munoz et Quejido du Parti Ouvrier espagnol; Anastasiu du Parti Ouvrier Roumain.

Prenant prétexte de la venue des 3 socialistes allemands, les réactionnaires cléricaux et nationalistes lillois, décident des démonstrations hostiles, mobilisent leurs adhérents, appellent à la rescousse leurs corégion-

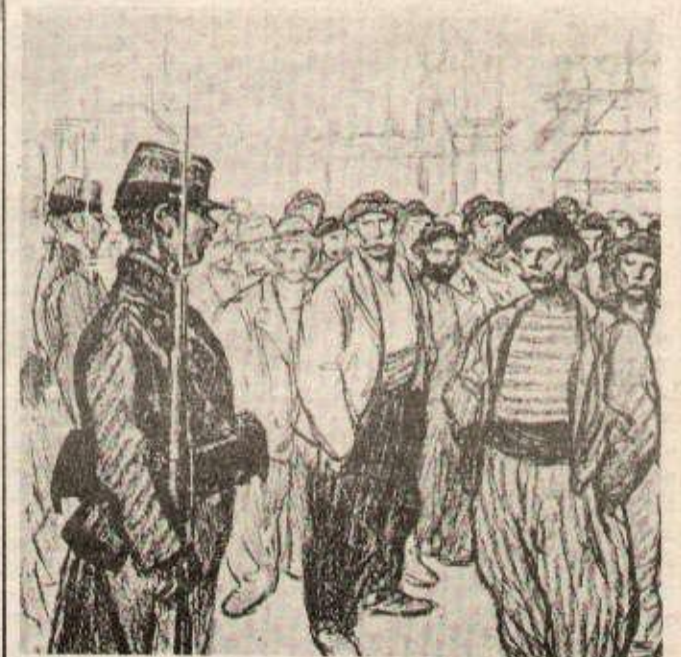
du Parti Ouvrier. Elle se prolonge toute la soirée Place de la Gare et Place Rihour, notamment. C'est une vraie bataille rangée. Tandis que les réactionnaires s'efforcent de chanter « La Marseillaise », les fanfares socialistes exécutent l'« Internationale » et les ouvriers en scandent vigoureusement les paroles.

C'est, on peut le dire, au chant de l'hymne de Potier, que le peuple ouvrier met en déroute la réaction lilloise descendue dans la rue.

De ce jour date sa vulgarisation à travers la France.

Il n'est pas un délégué de Paris, de Montluçon, de Lyon, de Grenoble etc. qui, ayant entendu l'« Internationale » clamée par la foule du Nord ne la veuille apprendre avant la séparation du Congrès. Il n'est pas un délégué qui quitte Lille sans s'être procuré plusieurs exemplaires de ce chant superbe jusqu'alors inconnu.

Au lendemain du Congrès de Lille, l'« Internationale » n'est plus seule-



naires des cités voisines. De son côté le Parti Ouvrier riposta. Le 23 juillet, à 9 h du soir, lorsque précédés des fanfares socialistes et escortés de milliers de militants, les congressistes se rendent en cortège au Palais Rameau où un punch leur est offert : la collision se produit dans la rue entre les nationalistes et les troupes

ment le chant préféré des Guesdistes du Nord. Elle devient l'hymne attitré — et en quelque sorte officiel — du Parti Ouvrier Français tout entier, et elle sera désormais entonnée par ses militants au cours de leurs manifestations, à la sortie de leurs réunions, à l'issue de leurs fêtes et de leurs congrès.

L'Humanité Rouge

La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

L'INSTITUT PAYSAN DE CANTON

On ne peut passer à Canton sans visiter l'institut paysan fondé par le président Mao Tsé-toung, ni le monument aux martyrs de l'insurrection de 1927.

L'Institut paysan créé par Mao Tsé-toung en 1926 n'a pu fonctionner que pendant 4 mois, de mai à septembre mais sa signification et son importance pour la Révolution chinoise ont été considérables.

Mao Tsé-toung a toujours considéré la formation des cadres, leur éducation marxiste-léniniste comme un des pas les plus importants pour l'organisation et la direction du mouvement des masses.

Dans tous les hauts lieux de la Révolution chinoise où Mao Tsé-toung a séjourné quelques temps, il créa de telles écoles de cadres, à Changcha, à Yen-an...

A Canton, Mao Tsé-toung avait créé l'Institut en vue de former les cadres du mouvement paysan.

Celui-ci avait pris son essor pendant la première grande révolution et Mao Tsé-toung, contrairement à bien d'autres dirigeants du Parti communiste chinois, avait rapidement compris le rôle de force principale que représentait la paysannerie dans la révolution.

Le mouvement paysan avait connu un grand essor mais son organisation et son éducation étaient bien en retard. Il fallait aller vite : former des cadres issus des masses qui formeraient eux-mêmes d'autres cadres.

Profitant de la relative liberté d'action que lui laissait en 1926 l'établissement du Front-uni, Mao Tsé-toung fonda l'Institut de Canton et en assumait lui-même la direction. D'autres dirigeants donnaient des cours notamment Chou En-lai et aussi Siao Tchou Nu, un remarquable dirigeant permanent de l'Institut.

Dans la salle de dortoir des professeurs, on voit les portraits de ces dirigeants dont beaucoup sont morts au combat avant 1940.

Pendant ses quatre mois d'existence, l'Institut a formé 327 cadres. Ceux-ci venaient de 20 provinces : parmi eux, il y avait de jeunes étudiants et des combattants du mouvement ouvrier ou paysan.

L'Institut avait pour tâche principale de permettre aux élèves d'étudier le marxisme-léninisme et d'examiner les problèmes relatifs aux questions-clés de la révolution chinoise c'est à dire surtout à la question du mouvement paysan.

Pour permettre aux élèves d'étudier le marxisme, il y avait 25 cours et entre autre de la géographie, de l'histoire, de l'économie, de la politique, et les questions militaires.

Mao Tsé-toung assumait trois cours : « les problèmes des paysans chinois » ; « l'éducation à la campagne » et « la géographie ».

Mao Tsé-toung avait toujours le souci d'être très concret : c'est avec ce souci, par exemple, qu'il donnait des explications sur son article « Analyse des classes sociales en Chine ». Dans cet article qui reste un exemple d'enquête marxiste, Mao Tsé-toung analyse de façon approfondie les positions sociales, économiques et politiques de toutes les classes sociales de la Chine d'alors. Pour bien expliquer les rapports entre les classes différentes, il dessinait pour ses élèves une pyramide sur le tableau noir. A la base de la pyramide il y avait la classe ouvrière, la paysannerie et la petite bourgeoisie ; la base est large et les gens composant ces classes sont les plus nombreux et les plus opprimés.

Au dessus de cette base, Mao Tsé-toung plaçait les propriétaires fonciers et la bourgeoisie compradore, liée à l'impérialisme ; ces gens étaient peu nombreux.

Au dessus encore, il y avait les mauvais hobereaux, les despotes locaux et les fonctionnaires corrompus : ceux-là étaient en nombre restreint.

Encore un étage de la pyramide et il y avait les militaristes féodaux dont le nombre était encore plus restreint.

Et enfin, au sommet de la pyramide, Mao Tsé-toung plaçait les impérialistes, très peu nombreux.

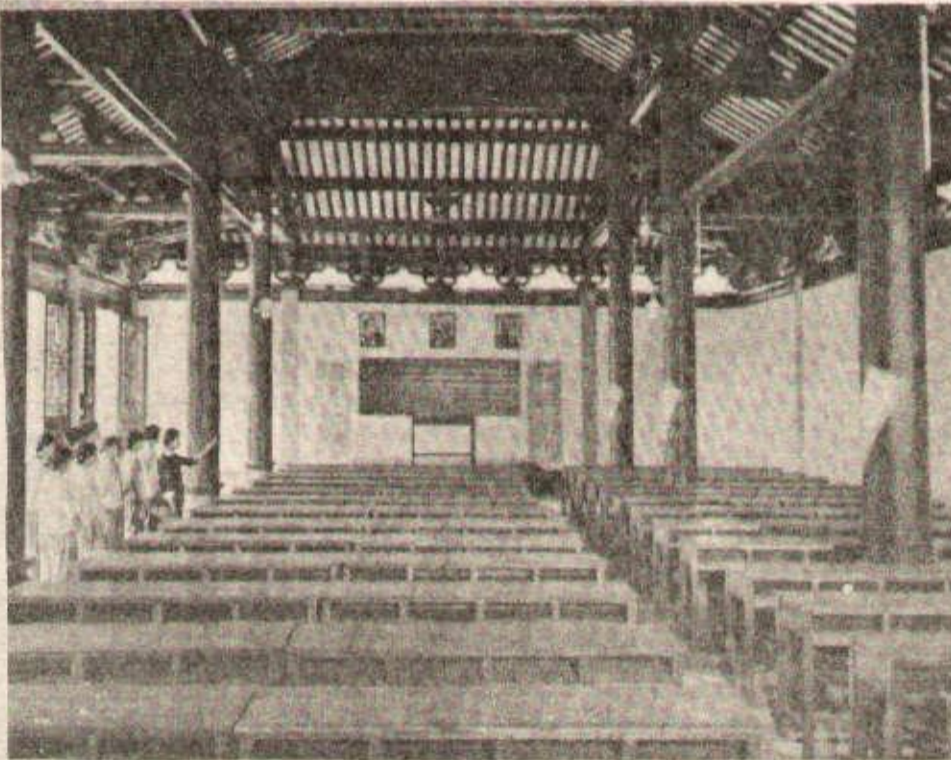
Tout en décrivant cet état de la société chinoise, Mao Tsé-toung enseignait l'optimisme à ses élèves-cadres. Il leur disait que les impérialistes en apparence sont forts mais qu'en réalité ils sont isolés et peu nombreux et il ajoutait « c'est pourquoi vous paysans, ouvriers, petits bourgeois, si vous vous unissez, vous pouvez renverser la domination des impérialistes, des capitalistes et des propriétaires fonciers ».

En expliquant bien les problèmes, en donnant aux élèves des images accessibles, il leur donnait des raisons pour faire la révolution. De la révolte, ils passaient à la conscience révolutionnaire indispensable pour aller loin.

En même temps, ses explications permettaient aux élèves de bien distinguer



Les locaux de l'Institut national du Mouvement paysan. Au premier plan à gauche, la salle de classe.



La classe où le camarade Mao Tsé-toung a expliqué son article « Analyse des classes de la société Chinoise ».

les ennemis des amis : il désignait la nature de la révolution chinoise, les ennemis à abattre, les tâches à accomplir et l'issue de la révolution de démocratie nouvelle.

Dès cette époque, Mao Tsé-toung avait toujours la préoccupation de lier la théorie à la pratique dans l'enseignement.

Il avait ainsi divisé les 327 élèves en 13 groupes différents, établis suivant leur origine provinciale et il avait défini pour chaque groupe les thèmes à examiner et étudier. 36 thèmes avaient été fixés lesquels correspondaient aux problèmes qui se posaient dans la pratique de la révolution à l'époque.

Utilisant les résultats des enquêtes menées par les élèves, Mao Tsé-toung éditait une collection qui paraissait régulièrement et qui joua un rôle considérable dans la formation d'autres cadres.

De plus, Mao Tsé-toung encourageait les élèves-cadres à participer directement aux activités politiques qu'il y

lutte de classe et d'affermir leur volonté.

Voilà quelques différences avec la conception courante d'un institut d'enseignement.

Mais ce n'est pas tout. L'Institut était aussi une caserne et la discipline y était militaire. Les élèves suivaient un entraînement militaire et menaient un train de vie militaire conformément aux instructions de Mao Tsé-toung sur l'importance de la lutte armée. Ainsi les élèves passaient-ils un tiers de leur temps à l'entraînement militaire, un entraînement rude et rigoureux qui devait permettre aux élèves de devenir non seulement des cadres de propagande mais aussi de diriger la lutte armée.

Les étudiants de l'Institut n'étaient pas des membres du Parti communiste chinois comme les professeurs. C'était des membres de la Ligue de la Jeunesse communiste, des jeunes progressistes ou des militants du mouvement ouvrier ou paysan.

Ils étaient recrutés sur les 4 critères suivants :

- être animés de la résolution de servir le mouvement paysan comme seul idéal.

- avoir un niveau de culture équivalent à celui de diplômés d'une école secondaire.

- avoir entre 18 et 28 ans.

- être animés d'un esprit de dévouement et de sacrifice. Tous les candidats étaient recommandés par des organisations du Parti. Mao Tsé-toung prêtait grande attention à l'édification du parti.

C'est pourquoi il amena beaucoup de membres de l'Institut à adhérer au Parti.

Sortis de l'école en septembre 1926, les jeunes cadres s'engagèrent à développer le mouvement paysan dans leur province d'origine. Dès leur retour ils créèrent eux aussi des stages de formation, propageant la théorie révolutionnaire du marxisme et développant le mouvement paysan local. Ils fondèrent des associations de paysans, organisèrent des paysans dans la lutte armée.

Ainsi l'Institut eut une grande portée et exerça une influence durable et profonde et aujourd'hui, c'est un des endroits les plus visités de Chine, un endroit idéal pour éduquer les jeunes du peuple chinois